

Présentation

du Débat National sur les Risques Industriels



PRÉSENTATION DU DÉBAT NATIONAL SUR LES RISQUES INDUSTRIELS

RAPPEL DES ORIENTATIONS DU GOUVERNEMENT

L'explosion de l'usine AZF à Toulouse, vendredi 21 septembre, a RAPPELÉ L'EXISTENCE DU RISQUE INDUSTRIEL et à ce titre la nécessité de disposer de mesures de sécurité efficaces

- Suite à la catastrophe, le Gouvernement a tout d'abord pris des **mesures d'urgence**, en débloquant un **plan d'aide de plus de 1,5 milliard de francs** (près de 230 millions d'Euros) pour les victimes.
- Au titre de ces mesures figure également **la création de 100 nouveaux postes d'inspecteurs des installations classées** - s'ajoutant ainsi aux 50 postes supplémentaires prévus par le projet de budget 2002 du MATE. Les structures d'évaluation et de contrôle des risques se trouvent donc renforcées.
- **Ces mesures d'urgence ne sauraient toutefois suffire** ; aussi le Gouvernement a-t-il proposé la création de **Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)** autour des sites industriels à risque, comme les Plans de Prévention pour les risques naturels. Ce nouvel outil, qui devra être inscrit dans la loi, permettra d'interdire ou de limiter les constructions neuves dans les zones à risque voire de prescrire des travaux, sous certaines conditions, dans les constructions existantes ainsi que des normes de construction pour la création de bâtiments nouveaux.
- Afin d'améliorer la maîtrise des risques industriels et de garantir une expertise indépendante, **les moyens financiers et humains de l'INERIS** ont été renforcés ; ainsi, en 2002, l'INERIS disposera de **18 postes** et de **5,46 Millions d'Euros** supplémentaires, soit une progression de 25% de ses moyens d'engagement. Cet effort sera poursuivi en 2003.
- Par ailleurs, et par souci d'associer le plus grand nombre d'acteurs capables de jouer un rôle d'interpellation, d'information, d'alerte et de mise en garde auprès des populations, des **Comités locaux d'information et de prévention des risques** seront mis en place.
- Par circulaire du 4 octobre, le Gouvernement a rappelé aux Préfets la nécessité d'appliquer avec la plus grande fermeté la réglementation existante en matière d'urbanisme dans les secteurs à risques.
- Enfin, il a semblé essentiel de lancer une réflexion de portée plus générale, visant à dégager les moyens de sécuriser durablement et efficacement les sites. Pour ce faire, le Gouvernement a décidé d'organiser **un vaste débat sur les risques industriels**, en associant **le plus grand nombre d'acteurs concernés** (élus, organisations syndicales, industriels, scientifiques, associations, services de l'Etat, relais d'opinion).
- La coordination de ce débat a été confiée à Monsieur **Philippe Essig**.
- Le débat engagé se veut et **doit être le plus large possible**, sans aucune censure ni aucun tabou ; ce n'est que dans cette optique qu'il sera possible de faire émerger **toutes** les idées susceptibles de contribuer au renforcement de la sécurité face aux risques industriels majeurs. Ce débat devrait renforcer dans notre pays la culture de la sécurité et du risque.
- Le Gouvernement prendra au terme de ces démarches toutes les **mesures d'ordre organisationnel, réglementaire ou législatif nécessaires**.

OBJECTIFS DU DÉBAT

- **Solliciter le plus grand nombre d'acteurs** possible afin de dégager non seulement **leurs attentes** mais surtout **toutes leurs propositions d'actions** pour notamment le renforcement de la sécurité interne des sites industriels à risques, la maîtrise de l'urbanisation et la localisation des sites ainsi que l'information du public.
- Tirer de ces multiples échanges des conclusions concrètes qui nourriront **les propositions à faire au Premier ministre** en fin d'année.
- **Poser les bases d'une concertation locale durable** visant à développer une véritable «culture» autour du risque industriel, dans le souci d'une meilleure articulation entre les besoins de l'industrie et l'urbanisation.

PRINCIPALES PROBLÉMATIQUES

Les problématiques ont évidemment été plurielles, et ont varié selon les attentes et besoins spécifiques à chaque région. Les débats se sont notamment articulés autour des TROIS PROBLÉMATIQUES PRINCIPALES SUIVANTES :

- Production, sécurité et surveillance des sites industriels
- Site à risque et développement urbain
- Information et participation du public

ORGANISATION

➤ *Au plan local : à l'initiative des régions autour de certains sites industriels à risque*

Le débat avec les acteurs concernés s'est tenu au cours de **la première quinzaine de novembre**, ayant pour objectifs principaux d'instaurer une concertation locale durable autour de ces sites industriels à risque ainsi que d'alimenter le débat de la table ronde régionale.

➤ *Au plan régional*

26 tables rondes ont été organisées dans toutes les régions françaises, mobilisant tous les acteurs concernés **pendant la deuxième quinzaine de novembre et début décembre**. Les conclusions de ces journées permettent à la fois de dégager les **propositions d'actions régionales** et d'alimenter le débat de la table ronde nationale.

➤ *Au plan national*

La table ronde nationale se tient le **11 décembre** et réunit les représentants nationaux des acteurs concernés ainsi que des participants aux tables rondes régionales. Ce dernier niveau de débat s'appuie sur les propositions des acteurs nationaux et des tables rondes régionales et a pour objectif de faire émerger comme de regrouper toutes les propositions destinées à nourrir les conclusions à remettre au Premier ministre en fin d'année.

CRÉATION D'UN SITE INTERNET

Pour permettre d'impliquer un nombre toujours plus grand d'acteurs, **un site Internet a été ouvert** afin de permettre des échanges entre les acteurs concernés et de suivre (diffusion en direct de la table ronde nationale) comme de participer aux débats (forum). Ce site comprend des informations de base sur les risques industriels ainsi que toutes les contributions des acteurs concernés aux niveaux national et régional (liens vers les sites des DRIRE).

<http://debat-risques.environnement.gouv.fr>

ACTEURS CONCERNÉS

- les collectivités et les élus
- les entreprises
- les organisations syndicales
- les associations d'environnement, de consommateurs et de riverains
- les services de l'Etat concernés - et en particulier les DRIRE, les DRE, l'Inspection du Travail, les Caisses régionales d'assurance maladie, ...
- les experts (scientifiques, juridiques, ...)
- les médias.

Synthèse

des propositions
d'actions régionales



Synthèse des propositions d'actions des 26 tables rondes régionales sur LES RISQUES INDUSTRIELS

Cette synthèse ne prétend à aucune exhaustivité mais tente simplement de donner une vue globale des principales contributions apportées aux problématiques structurant le débat par les 26 tables rondes régionales. Les fiches de synthèse par région permettent une vue plus détaillée.

I. PRODUCTION, SÉCURITÉ ET SURVEILLANCE DES SITES INDUSTRIELS

► Définition et évaluation du risque : un maillon faible à surveiller

- Partir du principe que le risque zéro n'existe pas et mieux identifier des risques à la source (scénarii type,...) ;
- Mieux cerner les chaînes critiques de risque (maillons endogènes et exogènes) ;
- Mieux prendre en compte l'origine humaine du risque ;
- Tenir en compte des risques externes liés à la malveillance (attentats) ;
- Ajouter une analyse probabiliste à l'approche déterministe actuelle ;
- Harmoniser les méthodes d'analyse et d'évaluation des risques, notamment en ce qui concerne la prise en compte des différents scénarii et les rendre communes à tous les acteurs du risque (inspection du travail, inspection des installations classées, salariés...) ;
- Elargir la réflexion générale sur le risque industriel à l'ensemble des supposés « petits » risques (établissements de moindre taille ou non classés, soumis à autorisation) ;
- Rechercher une cohérence dans la prise en compte des risques professionnels et des risques technologiques ;
- Faire un suivi constant des problèmes liés à l'usage de produits ou de procédés de plus en plus complexes afin d'éviter la banalisation du risque ;
- Réaliser sur les substances dangereuses des analyses de risque exhaustives et contradictoires, échappant au contrôle unique des entreprises, pour éviter le lobbying sur certains produits (voir le cas de l'amiante) ;
- Prendre plus nettement en considération les impératifs de sécurité non seulement lors de la conception des installations mais aussi dans le cadre de leur maintenance et de leurs transformations.

► Les outils de mesure du risque

- Dresser un bilan annuel sur l'évolution des risques sur les communes ayant un site SEVESO (entre élus, Services de l'Etat et industriels) ;
- Créer une échelle nationale des risques allant au-delà du seuil Seveso haut/bas ;
- Créer une échelle de risque pour l'évaluation des accidents industriels (// nucléaire) ;
- Développer une certification «risques» et les audits de sécurité interne ;
- Toutes les entreprises doivent être certifiées ISO 14001 ;
- Mettre en place un label environnemental pour distinguer les produits dont la fabrication présente des risques de ceux dont la fabrication est sûre ;
- Limiter toutefois la multiplication des référentiels (ISO 14001, SMS, OHSAS, audit assurances...) : gain en investissement et recentrage des moyens sur la mise en œuvre des mesures de prévention.

► ***Réduction du risque à la source***

- Encourager tout processus industriels prévu, conçu dès le départ pour être intrinsèquement sûr : développer les technologies non risquées ;
- S'interroger sur la nécessité des produits fabriqués et leurs processus de fabrication dangereux ;
- Pratiquer la réduction du risque à la source par l'analyse régulière des risques et le contrôle des procédés ;
- Fragmenter les sites de stockage pour éviter la propagation des incidents, réviser les méthodes de stockage ;
- Développer l'enfouissement, la mise sous talus, le transfert des installations dans une zone non urbanisée, ou encore la mise en place de merlons de protection (comme pour les sites pyrotechniques) ;
- Mettre en place des bassins de confinement des eaux d'incendie communs aux industriels d'une même zone ;
- Intégrer dans les sites à risques des équipes de sapeurs pompiers professionnels ;
- Améliorer la fiabilité des systèmes de télésurveillance des sites à risques (en particulier pour les installations de stockage, comportant peu de personnels).

► ***Formation du personnel et sous-traitance***

- Exiger pour tous les membres du personnel ainsi que les équipes de sécurité une formation continue afin d'éviter toute routine ;
- Dégager une part de la somme forfaitaire dédiée à la formation professionnelle pour une formation spécifique «risques» ;
- Assurer une meilleure formation des salariés internes comme des sous-traitants et des intérimaires ;
- Freiner le recours croissant à la sous-traitance sur les ateliers à risques afin de réduire les risques d'erreur humaine et donc d'accident ;
- A l'inverse d'autres veulent favoriser la sous-traitance pour maintenir le niveau de compétence des intervenants, notamment dans les petites ou moyennes entreprises ;
- Créer une double autorisation administrative de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail pour les interventions de sous-traitants ou d'intérimaires ;
- Créer une sous-traitance spécialisée et agréée ;
- Développer des actions de sensibilisation/formation des cadres d'entreprises avec les organismes représentatifs ;
- Engager des opérations pilotes de mise en place de Système de Management de Sécurité dans les entreprises ;
- Former les sapeurs-pompiers et les secouristes voisins de sites à risques, en leur donnant une formation spécifique aux risques industriels (création éventuelle d'un corps de spécialistes).

► ***Rôle des CHSCT***

- Étendre les prérogatives (effectifs, nombre d'heures et moyens financiers) des CHSCT ;
- Favoriser l'élection au suffrage direct des CHSCT pour accroître la compétence de leurs membres ;
- Pour limiter le problème dû au cumul des mandats syndicaux, modifier les seuils qui ouvrent droit à du temps consacré au CHSCT ;
- Former leurs membres ainsi que ceux des CE aux questions des risques (participation des organisations syndicales aux Commissions Régionales pour la Prévention des Risques) ;
- Doter le CHSCT de la compétence Environnement (CHSCTE) ;

- Promouvoir la participation effective aux CHSCT de certains membres de droit (Inspecteurs du travail, CRAM) (leur octroyer un droit d'alerte ainsi qu'un droit de veto) ;
- Créer des CHSCT de site ou de bassin industriel, incluant des représentants des entreprises comme de l'ensemble de ses sous-traitants ;
- Renforcer la représentation du personnel pour les entreprises à risques de moins de 50 personnes et permettre aux représentants de se former sur le thème de la prévention des risques ;
- Veiller à ce que les syndicats soient représentés au Conseil Supérieur des Installations Classées et dans les Comités Locaux d'Information sur les Risques Technologiques (et donc dans les S3PI).

► *Les études de danger*

- Intégrer les études de danger beaucoup plus en amont dans les études d'investissement des entreprises, et plus généralement dans leur stratégie ;
- Faire des études de danger un outil majeur de prévention ;
- Elargir leur champ d'investigation (y inclure notamment les contraintes liées à la topographie ou à l'aérodynamique) ;
- Assurer une meilleure prise en compte, par les études de danger, des risques d'explosion, des risques naturels, des risques liés aux effets dominos mais également des risques professionnels ;
- Exiger des tierces-expertises par des ingénieurs indépendants : introduire systématiquement un regard extérieur ;
- Développer des scénarios types et des hypothèses standardisées pour les études de danger ;
- Recourir davantage aux ressources de l'INERIS aux fins d'expertises complémentaires des études de danger pour les établissements à risques ;
- Mettre en œuvre des systèmes plus performants pour assurer la mise à jour régulière des études de danger : introduire une obligation de renouvellement dans le temps pour toutes les installations ;
- Associer davantage les salariés à la réflexion sur les risques liés à la production et à la réalisation des études de danger (implication des CHSCT), à l'inverse, d'autres estiment qu'il ne faut pas diluer les responsabilités entre chef d'entreprise et salariés.

► *Retour d'expérience*

- Mieux recenser non seulement les accidents mais aussi les presque-accidents et les faire remonter à l'inspection ;
- Utiliser l'exemple du nucléaire en développant systématiquement le «retour d'expérience» des accidents ou incidents. Un outil possible : l'informatique de process, véritable «boîte noire» de l'usine, qui permet d'enregistrer et de traiter les causes de la plupart des incidents sans conséquences ;
- Favoriser les retours d'expériences à toutes les échelles : créer une banque de données nationale, européenne (mobilisation du BARPI), voire internationale recensant l'ensemble des retours d'expérience.

► *Responsabilité et sanction*

- Renforcer la responsabilité civile et pénale de l'industriel ;
- Faire des assureurs des acteurs impliqués des dossiers «sécurité» des entreprises ;
- Renforcer les sanctions judiciaires en cas de non-respect de la réglementation (rehaussement du montant des amendes et des peines) ;
- Rendre les sanctions beaucoup plus dissuasives ;
- Ne pas trop axer sur la responsabilisation individuelle en cas d'accident nuisant à la recherche des causes réelles.

➤ ***Financements et systèmes incitatifs***

- Cofinancer sur le mode public/privé les actions lourdes de réduction du risque (mise en place d'une taxe à cet effet) sur l'exemple des agences de l'eau ;
- Instaurer un système incitatif (exonérations de taxes pour la mise en place de systèmes de sécurité ou de solutions technologiques existantes mais onéreuses, comme la mise sous talus des réservoirs GPL) ;
- Créer des contrats incitatifs entre l'Etat et les entreprises, afin de développer la sécurité à l'intérieur de ces dernières ;
- Accorder des subventions des Pouvoirs publics pour permettre aux entreprises de faire des audits environnementaux et des risques indépendants, via des sociétés agréées par la DRIRE.

➤ ***Contrôles des DRIRE et tierces expertises***

- Accroître les moyens des DRIRE en augmentant leurs effectifs (nombre d'inspecteurs des installations classées à doubler) comme en intensifiant leur formation ;
- Former les inspecteurs des installations classées au contrôle organisationnel des entreprises, et non seulement au contrôle technique des installations ;
- Développer des visites inopinées : intensification des contrôles de l'Etat sur les entreprises ;
- Garantir l'impartialité des DRIRE en les plaçant sous l'autorité directe du MATE ;
- Exiger une réelle capacité d'intervention de l'inspection des installations classées dans tous les établissements y compris ceux relevant de la déclaration ;
- Faire systématiquement appel à la tierce-expertise, y compris internationale (européenne), et réalisée par des experts indépendants ;
- Renforcer l'expertise indépendante sur l'évaluation des risques et leurs impacts, en la rendant obligatoire pour les établissements «A S» ; mieux définir sa portée et renforcer son indépendance, par exemple en faisant appel à un financement collectif des industriels concernés ;
- Mettre en place un processus de certification et de recensement des organismes de conseil pour garantir aux entreprises la qualité des expertises externes auxquelles elles ont recours ;
- Recourir à des expertises externes pour faire face plus efficacement à la complexité et à la technicité des études ;
- Privilégier le recours à des expertises internes pour impliquer toute l'entreprise dans la sécurité ;
- Revoir le système de paiement des contrôles et tierce expertises.

➤ ***Rapprochement et coopération des différents acteurs***

- Encourager une meilleure coopération entre tous les acteurs concernés (Services de l'Etat, industriels, élus, populations, etc...) ;
- Développer les partenariats entre entreprises à risques et SDIS, pour mieux associer ceux-ci aux exercices et donc optimiser l'intervention des secours en cas d'accident réel ;
- Créer des passerelles entre la prévention des accidents du travail et la prévention des risques industriels (rapprochement DRIRE - Inspection du Travail) ;
- Harmoniser les relations entre les différentes administrations (DRIRE, DRASS, DRTEFP) ;
- Faire travailler ensemble les services de l'Etat et parapublics concernés : créer au niveau régional et/ou départemental un pôle de compétences «risques industriels» (collaboration DRIRE, CRAM, DRASS, DRTEFP, CHSCT, Comités départementaux d'hygiène, DRE), animé par la DRIRE ;

- Prévoir une programmation concertée du suivi de situation des entreprises par le biais des études de danger (ICPE) et des évaluations a priori des risques professionnels (IT) ;
- Intensifier la coopération entre le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (inspection des installations classées) et le ministère de l'emploi (inspection du travail) ;
- Assurer une meilleure cohérence des programmes INRS/INERIS.

► *Transport des matières dangereuses*

- Prendre en considération les risques associés aux zones de transit des matières dangereuses (transports ferroviaires de marchandises dangereuses, gares de triage), les axes routiers à proximité et les couloirs aériens ;
- Sécuriser les moyens de transport (terrestres, ferroviaires et surtout maritimes) et sélectionner les voies de communication autorisées pour les produits dangereux ;
- Réglementer les horaires autorisés de transport de marchandises dangereuses sur les voies de communication interne ;
- Créer une signalisation routière sur certains axes, indiquant la circulation de camions transportant des matières dangereuses (cela existe pour le bois) ;
- Réduire les risques liés aux transports en limitant les quantités transportées par véhicules, en améliorant l'organisation de l'intervention en cas d'accident, et en prenant ce risque en compte dans l'examen de projet de déconcentration de sites ;
- Développer le ferroutage ;
- Accélérer l'harmonisation au sein de la communauté européenne des règles relatives à la sécurité du travail en matière de transport pour éviter les distorsions de concurrence ;
- Classer Seveso un certain nombre d'infrastructures (gares de triage, ports, tunnels notamment) qui sont susceptibles de «stocker» temporairement des substances dangereuses.

► *Les lois*

- Il faut commencer par mieux appliquer les lois (notamment en donnant plus de moyens aux services de l'Etat en personnel et en pouvoir d'intervention) ;
- Harmoniser, voire uniformiser la législation applicable à la production et au stockage mais aussi au transport des matières dangereuses en prenant pour modèle la réglementation SEVESO ;
- A l'inverse certains préfèrent préserver les réglementations nationales spécifiques plus rigoureuses, plus détaillées et plus adaptées ;
- S'attaquer aux effets pervers des seuils (attention aux entreprises 97% Seveso) ;
- Exiger, au moins au niveau communautaire, les mêmes règles pour tous les concurrents, afin de ne pas imposer de baisses de compétitivité aux seules entreprises implantées sur le territoire national.

II. SITES À RISQUES ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

► Préalable à l'acquisition de toute construction en zone à risques

- Rendre effective l'information sur les risques avant la moindre acquisition de logement/installation (inscription dans les actes notariés) ;
- Solliciter les notaires et les agents immobiliers pour diffuser l'information sur les risques ;
- Faire du défaut d'information un vice suffisant pour dénoncer le contrat de vente/location. Même chose avant l'embauche d'un salarié ;
- Informer les locataires et pas seulement les bailleurs.

► Délocalisation ou réduction du risque sur place

- Régler le problème de la coexistence de l'habitat ancien et des industries chimiques par le recours à l'expropriation ou à la délocalisation ;
- Créer à ce titre un plan national de relocalisation à long terme des sites français à hauts risques ;
- Ne pas chercher comme première solution le déménagement d'une usine ;
- Pour les installations déjà existantes en milieu urbain, préférer une approche de réduction du risque sur place plutôt qu'un changement de localisation (risques de délocalisation à l'étranger et problèmes - y compris environnementaux - induits par les transports journaliers des salariés de ces sites) ;
- Ne pas voir dans la délocalisation une solution systématique ;
- La délocalisation suscite la crainte d'une dévitalisation du tissu industriel régional : il est important de maintenir le lien entre population et économie, d'éviter des dépenses excessives et inutiles, et d'éviter des délocalisations nuisibles à l'emploi ;
- Si la délocalisation s'avère incontournable, mettre en place un transfert planifié, dans des zones protégées et surtout bien desservies (pour limiter la sujétion imposée, en termes de transport, aux salariés des industries à risque).

► Servitudes d'utilité publique et fonds d'indemnisations

- Modifier la loi en vue de donner au préfet le pouvoir d'instituer des servitudes d'utilité publique autour de sites industriels déjà existants ;
- Mettre en place une commission paritaire réunissant tous les acteurs concernés et qui serait consultée pour tous les projets d'urbanisme situés dans les zones «de servitudes» d'une installation présentant des risques ;
- Faire prendre en charge l'indemnisation des personnes expropriées par un dispositif collectif comparable au 1% logement, ou partagé entre l'Etat, les collectivités territoriales et les exploitants ;
- Apporter des compensations financières pour les communes et les propriétaires privés dans les périmètres «à risques» définis autour des sites Seveso ;
- Indemniser le citoyen en fonction des moins-values immobilières par des financements publics et des industries à risque ;
- Développer des outils, notamment fiscaux, pour faire face aux situations où il existe une incompatibilité entre l'activité d'un site industriel existant et son environnement ;
- Créer un fonds d'intervention, alimenté par les collectivités et les entreprises (voire l'Etat) pour le déplacement des entreprises en situation de risque trop important ;

- Créer un fonds national d'indemnisation pour permettre aux habitants de quitter les sites à risques ; attention à la «ghettoïsation» des zones à risques ;
- Créer un fonds d'aide pour les usines qui déménageraient.

► *Zones à risques et périmètres de sécurité*

- Définir des zonages séparant les surfaces consacrées à l'habitation et celles consacrées à l'activité industrielle ;
- Contraindre les entreprises à acquérir les terrains inclus dans les périmètres de danger ;
- Développer la planification en terme d'aménagement du territoire afin d'identifier des zones d'accueil des industries pouvant présenter des risques ;
- Maintenir autour des sites à risques un périmètre d'isolement minimum ;
- Clarifier et harmoniser les règles de délimitation de ces périmètres ;
- Mieux définir les implications que doivent avoir les différents découpages de l'espace (Z1/Z2, PIG, périmètre de sécurité) en matière d'urbanisme (habitations situées dans la Z1 : expropriation (habitat dispersé), préemption ou délocalisation de l'usine si habitat dense) ;
- Retenir une zone Z3 et en analyser les conséquences ;
- Créer une zone des dégâts matériels pour prendre en compte les effets indirects des accidents (blessures indirectes, indisponibilités de services...) ;
- Prendre en compte l'urbanisation dès la conception d'un projet industriel ;
- Rendre obligatoire la création de zones tampons, non constructibles et rendre indemnisable la servitude d'urbanisme ainsi créée ;
- Faire mieux respecter les obligations qui découlent du classement d'une zone au sein de tel ou tel périmètre ;
- Traduire la délimitation des zones de protection (Z1 et Z2) dans les POS et PLU ;
- Maintenir les services d'incendie et de secours à proximité des zones à risques.

► *Contraintes d'urbanisme et normes de constructions voisines*

- Renforcer et pérenniser les contraintes d'urbanisme autour des sites à risques ;
- Responsabiliser les autorités et multiplier les garde-fous pour empêcher les constructions en zone dangereuse ;
- Limiter les effets pervers de la taxe professionnelle ;
- Faire systématiquement modifier les documents d'urbanisme en cas de modification du périmètre d'activité. De manière générale, limiter très strictement par la loi l'extension de l'usine après délivrance de la première autorisation, notamment en termes de capacités de stockage ;
- Introduire dans la décision d'implantation d'un établissement à risque la notion juridique de justification/motivation au regard d'une analyse coûts/bénéfice ;
- Clarifier et encadrer l'octroi de dérogations pour les constructions en zone à risques ;
- Empêcher l'installation ou l'extension d'industries à risque en zone urbanisée au nom d'un quelconque développement économique ;
- Imposer et faire respecter des normes de construction graduées en fonction des zones pour les bâtiments et les infrastructures avec obligation de mise en conformité de l'habitat déjà bâti (développer la protection des habitations en imposant sur les constructions proches des travaux de protection : blindage, murs coupe-feu..) ;
- Instaurer un mécanisme de financement de dispositions constructives renforçant la sécurité des personnes dans l'urbanisme existant autour de sites à risques ;

- A l'inverse ne pas soumettre les entreprises à des contraintes financières trop préjudiciables à l'emploi ;
- Mettre au point un schéma d'urbanisme industriel sur le modèle des schémas d'urbanisme commercial ;
- Mettre en place une procédure type PPR permettant de faciliter la traduction du risque dans un document d'urbanisme tel que le PLU. Le PPR permettrait également de traduire dans un arrêté préfectoral les études de danger .

➤ *Outils existants, nouveaux outils*

- Mieux utiliser les outils existants récemment renforcés : TPU, SCOT et PLU. Améliorer la coordination entre mairies, préfectures, DRE pour la prise en compte des risques dans ces outils ;
- Faire impérativement appliquer la réglementation existante avant de chercher à la faire évoluer (PIG), même si parfois les PIG vont à l'encontre du développement économique des communes ;
- Créer une Inspection de l'urbanisme.

➤ *Développer l'intercommunalité*

- Recourir davantage à l'intercommunalité afin d'envisager l'aménagement du territoire à plus grande échelle ;
- Mettre en place au niveau des communes concernées un comité local de concertation sur le risque industriel regroupant l'ensemble des acteurs et se réunissant sur une base trimestrielle ou semestrielle ;
- Faire des structures d'intercommunalités le siège privilégié d'une réflexion sur les différentes modalités d'occupation du sol, aspirant à concilier développement de l'habitat et préservation de l'activité industrielle.

➤ *POI et PPI*

- Simplifier et rendre plus applicables les consignes ;
- Etablir des PPI pour tous les sites Seveso seuil haut (en cours), mais éventuellement pour certains Seveso seuil bas ;
- Mieux articuler, établir une continuité totale entre POI et PPI : les logiques des différents acteurs ne sont pas toujours en cohérence ;
- Pratiquer un exercice annuel de mise en œuvre du PPI par zone industrielle ;
- Faire davantage d'exercices grandeur nature POI et PPI avec participation de la population, leur donner de l'importance, faire un retour d'expérience des exercices ;
- Moderniser les plans d'urgence avec une nouvelle approche des risques basée sur le retour d'expérience ;
- Réaliser des exercices POI dans les gares de triage.

III. INFORMATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC : POUR UNE «CULTURE DE LA SÉCURITÉ»

➤ Rétablir la confiance en créant le dialogue entre les différents acteurs

- Décloisonner les relations entre industriels, collectivités et administrations ;
- Organiser le croisement des informations ;
- Instaurer un dialogue permanent entre l'industriel, l'administration dont notamment DRIRE, les élus, les secours et les assureurs, hors contexte de crise ou accident ;
- Encourager un financement partagé de l'information.

➤ Mieux informer les élus

- Les élus locaux doivent avoir un plus grand rôle de médiation, d'interface entre la DRIRE, les services de la Préfecture, l'entreprise et les citoyens qui subissent les nuisances répétées ;
- Informer systématiquement les élus sur le moindre incident ;
- Développer des opérations d'information communes entre industriels, élus et services de l'État ;
- Développer la coopération entre DDE et élus locaux, et dispenser de véritables formations à ces derniers pour leur permettre d'assumer leurs obligations.

➤ Information grand public : transparence et participation

- Informer chaque citoyen afin qu'il puisse devenir acteur de sa propre sécurité ;
- Etendre les règles d'information du public imposées aux entreprises Seveso à toutes les installations dangereuses ;
- Développer des «relais» pour l'information (salariés, CHSCT, CRAM, CDH, associations) destinée au grand public ;
- Développer une véritable «culture du risque» à travers une information accessible et intelligible à tous ;
- Améliorer la clarté et la compréhension de l'information, vulgariser l'information technique du risque ;
- Diffuser les rapports d'inspection de la DRIRE pour lutter contre le secret industriel ;
- Aettre à la disposition du public un dossier plus accessible - en parallèle du dossier administratif qui doit conserver sa technicité et sa précision ;
- Vulgariser les études de danger et les rapports d'inspection de la DRIRE, en les diffusant largement auprès des acteurs concernés et de la population directement, sous des formes adaptées, synthétiques et compréhensibles par tous ;
- Engager les industriels à un travail régulier de communication avec la population ;
- Développer une fonction de Monsieur Sécurité/Environnement dans les communes, interlocuteur privilégié de l'État, des industriels et des citoyens ;
- Doter les associations de véritables moyens financiers, à même de leur permettre d'informer le public sur le caractère dangereux de certains produits ;
- Rôle des médias : être transparent sans être alarmiste.

► ***Une information fréquente et réactualisée***

- Veiller à la publication périodique (2 ou 3 fois par an) d'un bulletin d'information auprès des populations ;
- Réactualiser fréquemment les brochures d'information (tous les 2-3 ans) ;
- Actualiser les documents d'urbanisme par rapport à la réalité du risque et de l'acceptation sociétale.

► ***Supports médiatiques***

- Journaux communaux et/ou télévision locale (mise en place d'émissions spécifiques de sensibilisation et d'information sur les risques technologiques) ;
- Panneaux routiers et tableaux d'affichage autour des sites dangereux ;
- Lancement de campagnes nationales de sensibilisation et d'éducation ;
- Développement Internet (mise en ligne des études de danger) ;
- Diffusion des informations sur les sites à risques via le Système d'Information Géographique de la Région (mettre en place des cartes des zones à risque) ;
- Développement de kiosques d'information, à l'instar de ce qui se fait dans le nucléaire.

► ***En cas d'accident***

- Avoir des volontaires dans les quartiers, ayant été au préalable formés pour intervenir auprès de la population en cas de déclenchement des plans ;
- S'être assuré d'avoir rendu audibles les sirènes tant à l'intérieur des habitations que dans les rues, et veiller à ce qu'elles ne soient pas les premières à être détruites en cas d'explosion ;
- Avoir formé et familiarisé la population sur les consignes de sécurité et les alertes sonores ;
- Avoir réservé certaines fréquences de la bande FM.

► ***Développer des structures d'échange (SPPPI, CLIS, CLIRT)***

- Améliorer localement l'information via des structures «démocratiques» (Etat, élus, industriels, citoyens) qui seraient un lieu d'échanges permanents ;
- Au-delà de l'information classique sous forme de publication les CLI ou CLIS semblent être des outils intéressants à mettre en place sur les sites à risques ;
- Ces structures d'échanges permettraient d'une part, l'apprentissage de la culture du risque et d'autre part, de s'assurer de la compréhension des messages passés ;
- Centraliser la communication au sein de ces structures permanentes afin de diffuser une information elle aussi permanente auprès du public ;
- Créer un nouveau type de Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS), dotée de réels moyens, pour l'ensemble des industries à risque, dans chaque agglomération ou groupement de sites à risques ;
- La CLIS (ou CLIRT) doit pouvoir : mener une expertise contradictoire suivie, disposer d'un droit de visite des sites, obtenir des réponses aux questions qu'elle formule à l'entreprise ;
- L'entreprise doit changer de relation avec ces commissions : elle ne transmet pas seulement les données qu'elle choisit (communication), elle répond aux questions qui lui sont posées (information).

► ***Pour une éducation au risque et à la sécurité***

- Eduquer au risque comme on éduque à la prévention routière : école, TV régionale... ;
- Favoriser le rôle d'acteur de l'Éducation nationale dans l'apprentissage de la culture du risque, naturel et technologique ;
- L'information sur le risque doit être développée (éducation civique) par l'éducation nationale dès l'école primaire ;
- Former et informer les enseignants ;
- Organiser et développer des visites systématiques de sites pour les écoles ;
- Faire participer les élèves aux exercices pratiques d'alerte ;
- Insérer une formation de sauveteur dans l'enseignement de base ;
- Proposer aux jeunes un service obligatoire dans la protection civile ;
- Inscrire dans les programmes scolaires une formation au fonctionnement des administrations, des enquêtes publiques ;
- Rendre les plans Sésame obligatoires ;
- Développer des partenariats entre école et entreprise, et mettre en place un réseau de coordination académique sur les risques majeurs.

► ***Etudes supérieures***

- Requérir un niveau minimum de formation sécurité pour l'accès à certains diplômes à finalités industrielles (ingénieurs, cadres intermédiaires, CAP, BEP...);
- Mieux former les ingénieurs, et notamment les chimistes, au risque industriel lors de leur parcours universitaire.

► ***Contre la routine et la banalisation du risque***

- Organiser des visites croisées des salariés entre différentes usines du groupe («œil extérieur»);
- Créer un Observatoire régional des risques, notamment pour mutualiser les expériences.

► ***Faire participer les populations à la création d'une culture de la sécurité***

- Sortir du débat technique pur, pour aller vers un débat politique ouvert avec un dialogue entre État, collectivités, industriels et tous les acteurs ;
- Développer des procédures de type référendaire de niveau national, sur des filières entières ;
- Développer les débats publics sur l'utilité des produits ;
- Généraliser les réunions publiques avec débat contradictoire ;
- Déclarer une obligation juridique d'organiser des réunions publiques pour les Commissaires enquêteurs ;
- Décréter des «journées de sensibilisation» à l'exemple de la Californie (zone sismique) avec visites d'usines, mais aussi exercices d'évacuation, y compris dans les écoles, pour développer la culture du risque ;
- Réaliser régulièrement des opérations «Portes Ouvertes» ;
- Créer une semaine de la sécurité industrielle ;
- Développer la participation à travers des exercices pratiques d'alerte en grandeur réelle ;
- Instituer des référendums locaux d'initiative populaire sur la possibilité d'implantation d'une usine.